

Le dossier électronique du patient commence timidement à faire son entrée en EMS : "C'est toujours plus long qu'on ne l'espère..."

Autor(en): **Nicole, Anne-Marie**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Curaviva : revue spécialisée**

Band (Jahr): **8 (2016)**

Heft 3: **Communication : les EMS entrent dans l'ère 2.0**

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-813797>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Le dossier électronique du patient commence timidement à faire son entrée en EMS

«C'est toujours plus long qu'on ne l'espère ...»

Le monde numérique investit tous les domaines de la vie quotidienne: la maison, le travail, la formation, les loisirs, les relations sociales... Alors pourquoi pas la santé? Dix ans après l'adoption de la Stratégie Cybersanté Suisse, les contours du dossier électronique du patient se précisent. Mais de nombreuses questions sont encore en suspens. Etat des lieux.

Anne-Marie Nicole

La pause estivale tire à sa fin. En ce lundi du mois d'août une trentaine de personnes sont réunies dans le bâtiment des conférences, sur le campus de l'Office fédéral de la santé publique, à Liebefeld, dans l'agglomération bernoise. Il y a là des responsables cantonaux de cybersanté ainsi que des représentants d'organisations diverses, de groupes d'intérêts et d'associations de professionnels de la santé. A l'ordre du jour de la matinée: comment répartir les 30 millions de francs que la Confédération s'engage à accorder pour soutenir l'introduction du dossier électronique du patient, pour autant, cependant, que la participation des cantons, responsables de la mise en place du projet, ou de tiers soit au moins égale. Les discussions de l'après-midi porteront sur la définition des droits d'accès au dossier électronique. Ces mêmes partenaires avaient déjà débattu, dans de précédentes réunions, de la sécurité des données et des standards techniques minimaux nécessaires à l'échange électronique des informations à l'échelle nationale.

Ces réunions convoquées par l'OFSP s'inscrivent en marge de la procédure de consultation sur le droit d'exécution de la Loi

fédérale sur le dossier électronique du patient (LDEP), qui a pris fin au début de l'été. Si tout avance comme prévu, la loi et ses ordonnances devraient entrer en vigueur au printemps 2017. Adrian Schmid, responsable du secrétariat de eHealth Suisse, l'organe de coordination entre la Confédération et les cantons, est confiant: «C'est toujours plus long qu'on ne l'espère, mais le projet avance pas à pas, tant au niveau politique que technique. C'est un changement culturel important qui est en train de s'opérer, on a donc besoin de temps pour développer une chose après l'autre.» Restent en effet encore de nombreuses questions en suspens sur les principaux enjeux de la cybersanté et du dossier électronique du patient: le modèle de financement, la protection et la sécurité des données ainsi que les formats d'échange des informations et la conformité aux standards nationaux.

Cadre théorique

Tout commence en 2007, lorsque le Conseil fédéral adopte la «Stratégie Cybersanté (eHealth) Suisse», dont la pièce maîtresse est le dossier électronique du patient (DEP). Son objectif: améliorer la qualité des processus thérapeutiques, la sécurité des patients et l'efficacité du système de santé. En juin 2015, le Parlement fédéral met sous toit le projet de loi sur le dossier électronique du patient. Selon la définition contenue à l'article 2, le dossier électronique est un «dossier virtuel permettant de rendre accessibles en ligne des données enregistrées de manière décentralisée, qui sont pertinentes pour le traitement d'un patient».

Chaque patient est libre d'ouvrir un dossier électronique, et de le refermer aussi, sans avoir à en donner les raisons. Il a accès en tout temps à l'ensemble des données de son dossier électronique, telles que les données de laboratoire, les rap-

**«C'est un
changement
culturel important
qui est en train
de s'opérer.»**



Rares sont les résidents qui maîtrisent leurs données de santé, et encore moins avec des outils technologiques.
«Dans une ou deux générations, il en ira autrement.»

Photo: Shutterstock

ports opératoires, les lettres de sorties, la médication prescrite, etc. Il peut aussi enregistrer lui-même des informations sur d'éventuelles allergies, ses directives anticipées, les coordonnées de son représentant thérapeutique, etc. Et c'est encore lui qui définit l'octroi et l'étendue des droits d'accès: seuls les professionnels de la santé qui y ont été habilités par le patient peuvent accéder aux données contenues dans son dossier électronique et y saisir des informations en cas de traitement médical. Pour ce faire, ces professionnels doivent nécessairement être affiliés à une communauté ou communauté de référence, c'est-à-dire une unité organisationnelle certifiée qui garantit l'accessibilité aux dossiers électroniques et leur interopérabilité.

La LDEP impose aux hôpitaux et aux EMS de s'affilier à une telle communauté, dans un délai de trois ans à partir de son entrée en vigueur pour les premiers, de cinq ans pour les seconds, c'est-à-dire d'ici à 2022. Les prestataires de soins du domaine ambulatoire, en revanche, n'y sont pas contraints. «Ce fut un sujet très débattu au Parlement», se souvient Adrian Schmid. Qui justifie la décision: «Les hôpitaux et les EMS disposent généralement déjà de l'infrastructure informatique et de la technologie nécessaires. Il était donc important de pouvoir démarrer la mise en œuvre avec le secteur des soins stationnaires pour donner toutes ses chances au dossier électronique du patient et convaincre ensuite les prestataires ambulatoires de s'y rallier.»

Le chemin est encore long...

Voilà pour le cadre théorique. Dans la pratique, on en est cependant encore loin. Plus ou moins loin selon les régions. Les can-

tons latins sont bien avancés dans la mise en place du dossier électronique. Comment cela s'explique-t-il? «Sans doute parce qu'ils pratiquent une politique plus sociale et davantage axée sur les besoins de la population, avec des pouvoirs publics très engagés dans le processus», suppose Adrian Schmid. Le Baromètre cybersanté suisse, réalisé chaque année, montre que l'interconnexion entre les hôpitaux, les EMS, les médecins et les pharmaciens est encore limitée, quand bien même les acteurs de la santé et les électeurs suisses interrogés estiment que la cybersanté est essentielle pour mieux coordonner la prise en charge tout au long de la chaîne de traitement.

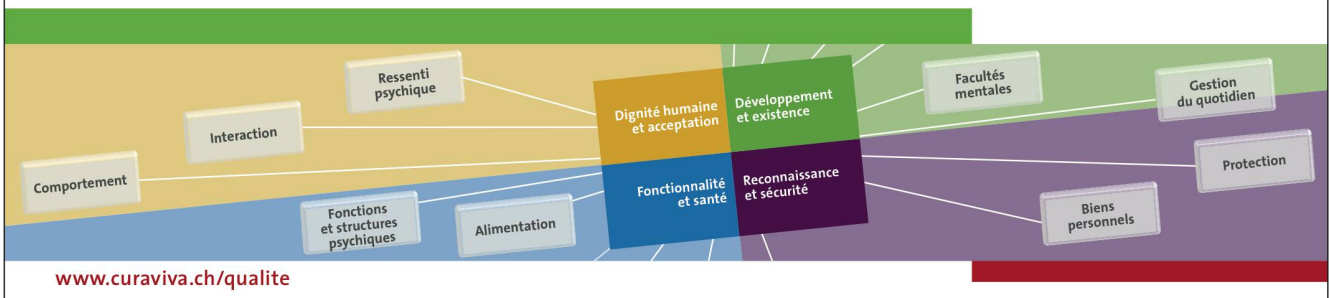
Le canton de Genève tient sans conteste un rôle de pionnier dans le domaine des services électroniques de santé au niveau national avec son portail MonDossierMedical.ch. Les premiers travaux de cybersanté datent de la fin des années 1990 et la loi sur le réseau communautaire d'informatique médicale (LRCIM) de novembre 2008. La Fondation IRIS, créée en 2000,

a posé les bases de la loi et surveille aujourd'hui l'activité du réseau. «Le dossier électronique du patient se déploie de manière très satisfaisante à Genève, autant du côté des patients que des professionnels», affirme Olivier Plaut, chef de projets e-health auprès de la Direction générale de la santé. A ce jour,

plus de 18000 patients ont ouvert un dossier électronique du patient, avec une augmentation de quelque 1000 patients par mois, et plus de 1200 professionnels sont inscrits, dont 650 médecins. «Quant aux institutions, telles que cliniques, laboratoires privés et EMS, elles travaillent à s'interfacer avec MonDossierMedical.ch», précise Olivier Plaut, qui rappelle que les Hôpitaux universitaires genevois sont un partenaire du projet depuis le début et qu'ils publient sur MonDossierMedical.ch

>>

QUALITE DE VIE – PARLEZ-VOUS UN SEUL ET MÊME LANGAGE DANS VOTRE INSTITUTION?



www.curaviva.ch/qualite

Votre partenaire pour toutes les questions d'hygiène:

- Cours
- Controls
- Audits
- Conseils
- Requalification

der Link zur Hygiene | le lien vers l'hygiène

www.hygienepass.ch



HYGIENE CONTROL COMPANY

ABA SA

Hauptstrasse 76

3285 Galmiz

Tél. 026 672 90 70

info@hygienepass.ch

Produits actuels et offres spéciales dans notre shop en ligne sous www.almedica.ch



sadies

informatique

Système global d'information pour EMS

Leader en Suisse romande
pour les logiciels de soins
et de gestion des EMS

sadies.ch
+41 21 631 15 90

l'intégralité de leur documents, soit plus de 2,5 millions de documents à ce jour!

Pas d'opposition du côté des institutions

Du côté des EMS genevois, ils ne sont pour l'instant qu'une poignée à utiliser MonDossierMedical.ch. «Il n'y a pas d'opposition des institutions. Elles sont plutôt dans une attitude de «wait and see», constate Philippe Guéninchault, membre du conseil de la Fondation IRIS et directeur de la résidence Les Lauriers. Convaincu de la première heure, il est aussi l'une des chevilles ouvrières de l'expérience genevoise. Intervenant au bout du parcours de soins de la personne, les EMS ne sont pas de gros fournisseurs d'informations, estime-t-il. En revanche, ils profitent de toutes les données qui figurent sur le dossier électronique de leurs résidents, notamment celles concernant les hospitalisations. «Aujourd'hui, lorsqu'un résident est hospitalisé, il «disparaît» dans le trou noir de l'hôpital et revient à l'EMS avec la moitié de ses affaires et de ses documents», raconte le directeur. A-t-il mangé, a-t-il bu, dans quels services a-t-il été accueilli? Quels examens a-t-il subis? Et quels sont les résultats? Les réponses à ces questions dépendent le plus souvent de la bonne volonté des professionnels de l'hôpital. «Grâce au dossier électronique du patient, nous connaissons désormais le parcours hospitalier du résident et nous recevons sa feuille de sortie, ses résultats d'examen et ses éventuelles ordonnances avant même son retour à l'EMS, ce qui nous permet de préparer son arrivée et d'assurer le suivi des soins.»

Depuis deux ans, l'EMS Les Lauriers a introduit dans son contrat d'accueil la déclaration d'adhésion à MonDossierMedical.ch comme condition d'admission. L'EMS Les Mouilles, non loin de là, a choisi la même option, à l'incitation de son médecin-répondant. Une séance d'information a été organisée pour répondre, notamment, aux éventuelles inquiétudes des résidents et des proches quant à la confidentialité des données. «Un résident et deux familles y ont assisté...», se souvient Laurent Beausoleil, directeur. Désintérêt ou confiance totale? Comme cela ressort du Baromètre cybersanté suisse 2016, les bénéfices retirés du DEP seraient plus importants, aux yeux des citoyens interrogés, que les risques liés à la protection des données. Toujours est-il qu'à l'EMS Les Mouilles, un dossier électronique a été ouvert pour chacun des 78 résidents de l'institution. Un ordinateur a été installé dans la salle à manger pour garantir à ceux qui le souhaitent l'accès à leur dossier. «Ce poste est davantage utilisé pour consulter plus généralement internet», remarque Laurent Beausoleil. «Il faut admettre que la plupart de nos résidents n'ont plus la faculté de maîtriser leurs données de santé, et encore moins avec des outils technologiques. Dans une ou deux générations, il en ira autrement.» Pour l'heure, la cybersanté semble donc profiter davantage au EMS et moins directement à leurs résidents.

Les deux directeurs genevois reconnaissent que l'absence d'interfaces avec les autres plateformes existantes au service des

professionnels de la santé, dont le dossier informatisé du résident (DIR) dans les EMS, constitue un frein au déploiement du dossier électronique du patient. «Tant que nous devons saisir les données à double, dans le DIR et dans le DEP, avec le risque d'erreurs que cela comporte, le DEP ne sera pas un projet prioritaire pour nous», déclare Laurent Beausoleil. «Nous sommes encore dans une phase expérimentale», ajoute Philippe Guéninchault.

Argovie: un soutien politique fort

Le canton d'Argovie est précurseur lui aussi en matière de cybersanté. On n'y trouve pas encore de dossier électronique du patient, mais une politique cantonale bien affirmée en faveur de services électroniques de santé, ainsi qu'une structure, eHealth Aargau, qui se compose d'une association largement ouverte à tous les partenaires du réseau de soins, y compris les patients, assureurs, fournisseurs de logiciels ou encore communes, ainsi qu'une communauté de référence à l'échelle cantonale. Créée en novembre 2015 avec l'appui des pouvoirs publics pour sa constitution et son fonctionnement, cette communauté de référence regroupe tous les professionnels de la santé et leurs institutions.

«Presque tous les EMS sont affiliés et nous ne doutons pas d'arriver à les rallier tous bientôt», affirme Nicolai Lütschg, directeur de la communauté de référence eHealth Aargau. Le directeur s'engage activement dans la mise en place de structures solides et efficaces pour les fournisseurs de prestations de santé et dans le développement d'une «stratégie durable pour l'introduction du dossier électronique du patient et d'autres services e-health en Argovie». Quelques EMS se sont associés pour mandater un consultant externe afin de mieux identifier les avantages du dossier électronique du patient pour les EMS. Le rapport est en cours. Ici comme à Genève, cependant, on est convaincu que le DEP n'a d'intérêt que pour autant qu'un plus grand nombre d'intervenants dans la chaîne des soins y participent, du médecin, pharmacien, laboratoire, radiologie...

A n'en pas douter, 2016 est une année charnière, comme l'affirme eHealth Suisse dans son dernier rapport d'activité, évoquant les cantons qui statueront sur leur rôle et leur participation financière dans l'introduction du dossier électronique du patient, la constitution des communautés, leur financement et les formats des données à échanger avec d'autres communautés... «Nous sommes en plein dedans!», confirme Adrian Schmid. «J'espère simplement que les

discussions autour du financement et du fonctionnement des communautés ne déboucheront pas sur des solutions peu satisfaisantes pour les patients et peu encourageantes pour les hôpitaux et les EMS, au risque de les voir faire le minimum exigé dans le cadre du dossier électronique du patient...» Le plan d'introduction élaboré par eHealth Suisse et l'OFSP prévoit que le dossier électronique du patient sera opérationnel, au deuxième semestre 2018, c'est-à-dire que deux communautés centralisées pourront échanger des documents en utilisant les services de recherche centraux. ●

«Nous sommes encore dans une phase expérimentale.»

Pour l'heure, la cybersanté semble profiter davantage aux EMS qu'aux résidents.
